



125 East 38th Street, New York, N.Y. 10016
Tel : (212) 684 1339 Fax : (212) 684 2058

Conseil Economique et Social

Réunion spéciale consacrée à la crise alimentaire mondiale,

Intervention du Bénin

New York, 22 Mai 2008

Monsieur le Président,

Le Bénin se félicite à son tour de l'initiative prise d'organiser cette réunion spéciale sur la crise alimentaire mondiale. Il s'agit là d'une initiative louable à plus d'un titre puisqu'elle permet au Conseil de répondre de façon concrète à l'appel que lui ont lancé les Chefs d'Etats et de Gouvernement, lors du sommet de 2005, de s'impliquer davantage dans la recherche des solutions aux problèmes liés notamment au développement durable au niveau international, et d'offrir aux Etats membres, l'occasion d'échanger sur les conséquences du spectre de la faim, de la malnutrition et de troubles sociaux d'une envergure sans précédent qui menacent le monde aujourd'hui.

L'idéal aurait été que nous n'ayions pas attendu les émeutes de la faim avant de nous rappeler que depuis toujours des organismes comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) n'ont eu de cesse de sonner l'alarme sur la situation alimentaire mondiale.

Certes les causes de la crise actuelle sont complexes et variées. Ainsi au niveau de l'offre, la production agricole a été affectée par les phénomènes climatiques tels que les inondations, sécheresses, hivers plus rigoureux, typhons, ouragans, tremblements de terre, etc et qui ont eu pour effet de réduire les stocks de céréales à leur plus bas niveau depuis 1980 alors même que la demande ne cesse d'augmenter en rapport à l'accroissement de la population mondiale. Ajouté à cela, nous pouvons citer les effets d'une demande accrue pour la production de biocarburants et des coûts de plus en plus élevés de l'énergie et des transports.

C'est également le lieu de rappeler l'inéquité du système international qui se constate notamment au niveau du marché international, avec des subventions qu'octroient

les pays développés à leur agriculteurs, les droits et régimes tarifaires ainsi que les barrières techniques au commerce qui ont défavorisé l'agriculture dans les pays en développement. Nous savons que les Pays concernés n'aiment pas entendre cette vérité qu'ils jugent comme étant de la rétorique, mais le fait est là que pendant qu'ils prônent les vertus de la libéralisation et de la mondialisation, ils adoptent des politiques nationales protectionnistes.

En revanche, les politiques agricoles des pays en développement ont été libéralisées et leurs structures d'appui au monde rural (vulgarisation, fourniture d'intrants, stockage et commercialisation, crédit, stabilisation des prix) ont été progressivement éliminées, laissant leurs petits agriculteurs sans défense face aux forces du marché international.

Enfin, la crise financière actuelle a amené en grande partie les investisseurs à se tourner vers les marchés de matières premières, entraînant la flambée des prix de l'alimentation.

En attendant de s'attaquer aux dysfonctionnements systémiques qui sont responsables de cette hausse du coût de la vie, il serait indiqué d'octroyer dans l'immédiat une aide alimentaire plus accrue aux pays qui subissent de plein fouet la tourmente.

Il faut en urgence mettre en place une assistance pour que les paysans puissent avoir des semences, des engrais, des aliments pour le bétail afin d'assurer de bons résultats pour la toute prochaine campagne agricole.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les mesures prises par le Gouvernement du Bénin qui portent notamment sur :

- la suspension de la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur certains produits de première nécessité ;
- la création d'une cellule de crise qui a pour mission de suivre la mise en œuvre effective des mesures déjà prises dans les domaines de la production et de la commercialisation des produits vivriers locaux ;
- l'encouragement et l'appui aux opérateurs économiques privés à investir à grande échelle dans la production agricole ;
- la constitution d'un fonds de 50 milliards de FCFA, soit environ 12 millions de dollars américains pour gérer la crise alimentaire

Bien que dramatique, le Bénin entend faire de la crise alimentaire une opportunité pour accélérer la mise en œuvre de la politique agricole nationale dont l'objectif affiché est de transformer le Bénin, à l'horizon 2015, en une puissance agricole dynamique,

compétitive, respectueuse de l'environnement, créatrice de richesse répondant aux besoins de développement économique et social de la population.

Le Bénin reste confiant que la Communauté Internationale saura entreprendre de profondes réformes en vue d'assister les efforts nationaux des pays touchés et permettre la réalisation de l'autosuffisance alimentaire mondiale.

Pour ce faire, un investissement plus accru dans la production agricole, notamment la culture des produits vivriers, est plus que nécessaire . Cet investissement devra prendre en compte les infrastructures, la maîtrise de l'eau, la facilitation de l'accès des petits paysans aux intrants, de systèmes efficaces de commercialisation et de traitement des produits agricoles, la mise en place de moyens de stockage appropriés.

La recherche de solutions dans un cadre régional et de la coopération Sud-Sud y compris la coopération triangulaire devra être renforcée.

L'aide à l'agriculture dans l'aide au développement qui a diminué de 50 % entre 1990 et 2000 devra être augmentée.

Le Bénin, tout en appréciant les annonces de contributions déjà faites, espère que la Conférence de haut niveau de la FAO qui se tiendra du 3 au 5 Juin 2008 à Rome portera ses fruits et enregistrera de nouvelles annonces de contribution, à effet immédiat de la part des pays donateurs.

S'agissant de l'Equipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale dont nous saluons la mise en place, elle devra concentrer ses réflexions sur les actions concrètes. A ce titre, elle pourrait examiner l'idée de la création, au niveau du système des Nations Unies, d'un réservoir mondial de produits de première nécessité qui pourrait agir sur le renchérissement des cours mondiaux en cas de besoin.

Monsieur le Président,

Le Bénin espère que les discussions menées dans le cadre de la crise actuelle ne relèvent pas de la routine. Par conséquent, il ne s'agira pas de tenir des séries de réunions, de conférences, de tables rondes, de panels en ces moments de forte émotion pour ensuite retomber dans l'apathie habituelle. Il faut agir, agir vite pour résoudre la crise et profiter de l'opportunité pour réfléchir sur les actions de long terme .

Je vous remercie